



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant les valeurs maximales de prélèvements d'eau
et fixant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse
par la société Pierre Fabre Dermo-Cosmétique
pour l'exploitation de son usine située sur la commune de SOUAL**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour Garonne ;
- Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 8 juin 2016 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 9 février 2012 modifié autorisant la société Pierre Fabre Dermo-Cosmétique à poursuivre l'exploitation des installations situées Route de Cambounet-sur-Le-Sor à Soual ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 avril 2015 portant enregistrement pour l'exploitation d'une chaudière de valorisation énergétique de produits biomasse spécifique et de modification des conditions d'exploitation du magasin de stockage de matières premières de la société Pierre Fabre Dermo-Cosmétique à Soual ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 avril 2019 relatif à la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations de la société Pierre Fabre Dermo-Cosmétique à Soual ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2019 relatif à la modification du programme de surveillance des rejets aqueux du site exploité par la société Pierre Fabre Dermo-Cosmétique à Soual ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2021 relatif aux dispositions applicables à la société Pierre Fabre Dermo-Cosmétique à Soual en cas de période de sécheresse ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 28 avril 2023 à la connaissance du demandeur pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 12 mai 2023 ;
- Considérant** qu'il y a lieu d'ajuster à la baisse les valeurs maximales de prélèvements d'eau dans le milieu afin que ces derniers soient en adéquation avec les besoins de la production ;
- Considérant** qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée ;
- Considérant** que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;
- Considérant** qu'une partie des prélèvements de l'établissement en eau potable est réalisée soit directement par le château d'eau « Frescati » situé sur la commune de Saint-Germain-des-Près, soit par le réseau public d'alimentation en eau potable alimenté par la commune de Sémalens ;
- Considérant** que l'autre partie des prélèvements de l'établissement est réalisée dans la rivière le Sor (Code masse d'eau : FRFR151) ;
- Considérant** que la consommation d'eau du site a été réduite de 25,8 % sur les 5 dernières années (2018 - 2022) et que ces économies résultent d'une limitation de l'arrosage des pelouses et espaces verts ainsi que de l'optimisation du fonctionnement de la chaîne de production ;
- Considérant** qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société Pierre Fabre Dermo-Cosmétique pour son établissement situé Route de Cambounet-sur-le-Sor sur le territoire de la commune de Soual sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 : Prélèvements d'eau

Les prescriptions techniques figurant à l'article 4.1.1 annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 février 2012 modifié sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.1.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

L'origine des approvisionnements en eau du site est définie dans le tableau ci-après :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées des points de prélèvement (Lambert 93)
Eaux superficielles	Barrage du Pas de Sant	FRFR151	X = 635 513 m Y = 6 263 596 m
Réseau de distribution	Saint-Germain-des-Près (château d'eau Frescati en provenance du captage AEP du barrage du Pas du Sant)	-	X = 628 083 m Y = 6 274 607 m
	Soual (château d'eau Pech du Roy en provenance du captage AEP du barrage du Pas du Sant)	-	X = 627 861 m Y = 6 273 031 m

2.1.1.2 - Réglementation des prélèvements en eau – Plan de sobriété

Les prélèvements d'eau dans le milieu nécessaires au fonctionnement normal du site sont autorisés selon les valeurs suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal autorisé jusqu'au 31 décembre 2026		Prélèvement maximal autorisé à partir du 1 ^{er} janvier 2027 ⁽¹⁾	
	Journalier (m ³ /j)	Annuel (m ³ /an)	Journalier (m ³ /j)	Annuel (m ³ /an)
Eaux superficielles	20	5 000	20	5 000
Réseau de distribution	500 ⁽²⁾	100 000	200	40 000
Total	520	105 000	220	45 000

⁽¹⁾ Les valeurs maximales de prélèvement tiennent compte de la mise en œuvre du projet « usine sèche » qui pourront être affinées au cours de l'année 2026. Pour ce faire, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une étude technique relative à la consommation en eau basée sur le fonctionnement réel de l'établissement après mise en œuvre du projet.

⁽²⁾ Le prélèvement maximum sur 7 jours consécutifs ne doit pas dépasser 2 400 m³.

Article 3 : Mesures de restrictions

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

En période de sécheresse, l'exploitant cesse toute consommation d'eau sans lien direct avec la production sauf les consommations liées aux usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et à l'alimentation en eau potable de la population.

Compte tenu de la réduction de 25,8 % de la consommation d'eau du site au cours des 5 dernières années (2018 - 2022), il n'est pas prescrit de mesures de réduction supplémentaires.

Néanmoins, en cas de situation de crise sur l'approvisionnement en eau potable alimentant le réseau public de distribution, le préfet peut imposer une réduction spécifique des prélèvements par arrêté d'urgence en limitant la production aux encours de production.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Article 4 : Bilan

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation à posteriori des mesures mises en places ;
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités ;
- les coûts afférents.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Soual pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de SOUAL sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Pierre Fabre Dermo-Cosmétique.

Fait à Albi, le 16 JUIN 2023

Le préfet

François-Xavier LAUCH